

Intégration: le débat s'enflamme

Les propositions chocs sur l'intégration remises à Jean-Marc Ayrault indignent la droite et sèment le trouble à gauche. Embarrassé, le premier ministre s'en est pris violemment à Jean-François Copé.



Le rapport en cinq volets sur l'intégration remis à Matingon, dont la teneur a été révélée vendredi par *Le Figaro*, a ouvert un large débat et suscité une vive polémique. Jean-Marc Ayrault s'en est pris violemment à « M. Copé (qui) est un irresponsable et un men-

teur ». Le président de l'UMP avait critiqué « ce rapport dont l'intention est de déconstruire... », alors qu'à droite comme à gauche des inquiétudes se sont exprimées sur le risque de communautarisme ou la remise en cause du modèle républicain...

→ **RAPPORT SUR L'INTÉGRATION: AYRAULT DÉSTABILISÉ**
→ **L'UMP DÉNONCE UNE MANŒUVRE DESTINÉE À GONFLER LE VOTE FN**
→ **INDIGNÉ, LE FN S'INTERROGE SUR LES MOTIVATIONS DU GOUVERNEMENT** → **FRANÇOIS KALFON (PS): «IL FAUT RESTER EXTRÊMEMENT PRUDENT** → **ESTHER BENBASSA (EELV): «ASSOUBLIR LA LOI SUR LE VOILE»** → **UN RAPPORT SUPERVISÉ PAR DIX MINISTÈRES** → **UN DÉBAT MALADROIT, CYNIQUE OU IDÉOLOGIQUE»**
PAR GUILLAUME TABARD PAGES 2, 3 ET 4

Rapport sur l'intégration: Ayrault déstabilisé

Le premier ministre, qui s'en est pris violemment à Copé, a tenté vendredi de relativiser la portée des propositions.

ANNE ROVAN @AnneRovan

LE RAPPORT en cinq volets sur l'intégration remis à Matignon, et plus particulièrement celui qui préconise le retour du voile à l'école, était une grenade dégoupillée pour l'exécutif. Vendredi, avant de quitter Paris pour Rennes où il allait signer le pacte d'avenir pour la Bretagne, Jean-Marc Ayrault a tenté de clore la polémique. En prenant grand soin de ne pas accabler les quelque 250 auteurs des rapports (sociologues, universitaires, responsables associatifs, syndicalistes, etc.) dont il avait loué « la grande qualité (des) travaux » mi-novembre. Le gouvernement ne veut « évidemment pas » réintroduire les signes religieux à l'école, a martelé le premier ministre. « Ce n'est pas parce que je reçois des rapports que c'est forcément la position du gouvernement », a-t-il poursuivi en assurant que le gouvernement garde « le même cap », mais souhaite « remettre en marche le modèle d'intégration républicain qui est aujourd'hui en panne ».

Visiblement exaspéré par la droite, sans doute déstabilisé par cette polémique qu'il n'avait pas vu venir, Jean-Marc Ayrault s'en est violemment pris au président de l'UMP, Jean-François Copé, qui avait critiqué ce « rapport dont l'intention est de déconstruire (...) cette République » (lire ci-contre). « M. Copé est un irresponsable et un menteur parce que faire le procès au gouvernement de la République que je dirige, que nous voudrions abandonner le

modèle républicain d'intégration, celui des droits et des devoirs, celui de la République démocratique et sociale, c'est une injure, et je le prends comme tel », a-t-il déclaré. « De quoi parle-t-il ? », s'est-il ensuite interrogé, toujours à l'adresse de Copé. « Est-ce qu'on a dit ça une fois ? Est-ce qu'on a cette intention ? Évidemment pas. Moi-même, j'ai voté la loi d'interdiction des signes religieux à l'école. »

Ayrault devait réagir vite et fort. Certaines des préconisations des groupes de travail sont une matière hautement inflammable dans l'opinion, « très sensible », admet-on à Matignon. Plus encore à l'approche des élections municipales.

« La communication gouvernementale a encore échappé aux règles élémentaires de bon sens »

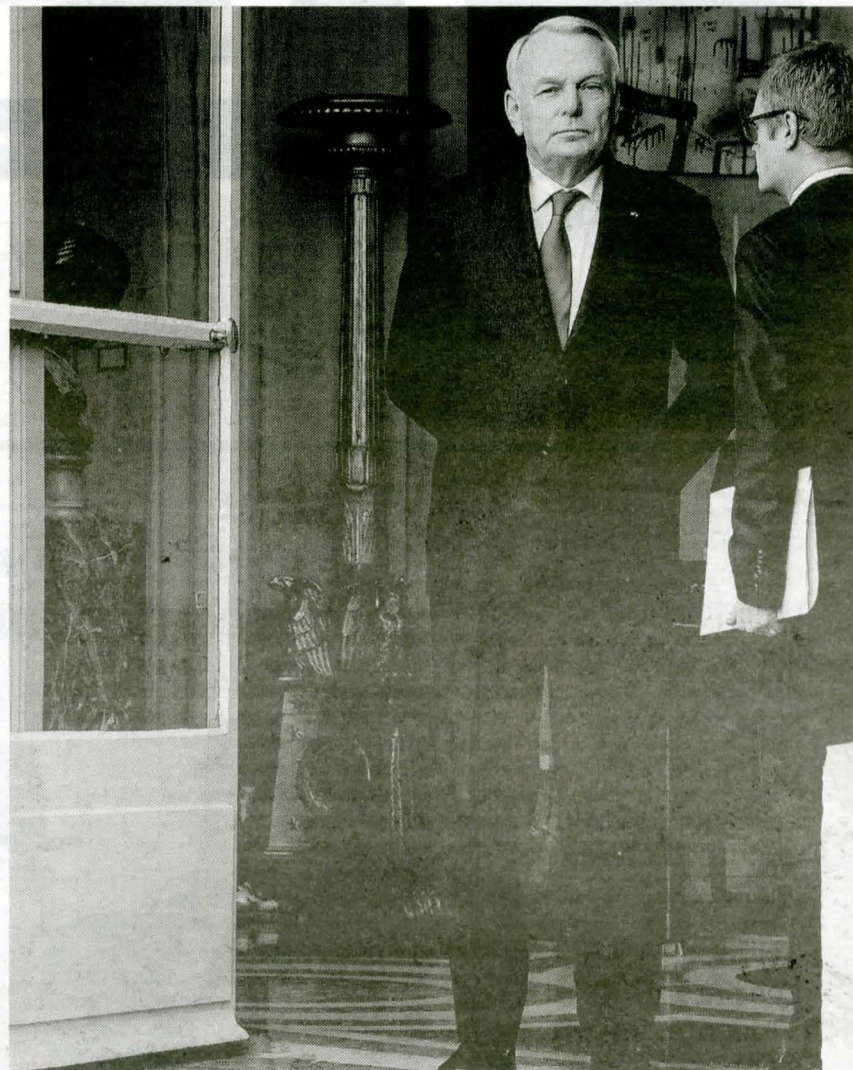
UN DÉPUTÉ SOCIALISTE

« Ces rapports proposent ni plus ni moins de passer d'un modèle républicain de la laïcité à un modèle libéral de type anglo-saxon ouvert aux communautarismes », s'inquiète un député socialiste. Parmi les propositions chocs figurent « la reconnaissance de toutes les langues de manière identique », qu'il s'agisse du français, de l'arabe ou des langues africaines, ou encore l'interdiction, « sous peine de sanction », de procéder à des « descriptions stigmatisantes » en parlant de « personne

d'origine arabe ou maghrébine ». « Les médias se sont arrêtés à quelques propositions mais il y en a beaucoup d'autres qui sont de bon sens, notamment celle concernant la lutte contre les discriminations », commente un conseiller ministériel. La députée PS de Meurthe-et-Moselle Chaynesse Khirouni, la seule élue à avoir participé aux travaux - elle était membre du groupe de travail sur l'habitat -, s'étonne que les médias se soient focalisés sur la question du voile. « Il faut, dit-elle, arrêter de réduire la question de l'intégration à l'islam et au voile. »

De fait, le rapport formule beaucoup de propositions. Mais une seule a retenu l'attention des députés socialistes et les a hérissés : celle relative au voile à l'école. Le porte-parole du groupe PS à l'Assemblée, Thierry Mandon, se serait étranglé vendredi matin à la lecture du Figaro qui consacrait sa manchette au sujet. « Il n'y a pas un député, dans le groupe PS, qui suivra une telle proposition », affirme-t-il. « Revenir sur l'interdiction du voile à l'école ? Absolument pas », tranche également le député PS de Seine-Saint-Denis Daniel Goldberg, en admettant que les règles concernant les mères accompagnant les sorties scolaires posent des difficultés et mériteraient d'être traitées.

« La question du voile ne se pose même pas, réagit le coprésident du groupe EELV à l'Assemblée François de Rugy. Je n'ai jamais entendu personne demander à revenir sur cette loi. C'est la même chose pour le voile intégral, un texte sur lequel je



Jean-Marc Ayrault, vendredi, à l'hôtel Matignon. FRANÇOIS LAFITE/WOSTOK PRESS/MAXPPP

m'étais abstenu. » De son côté, Matignon minimise en évoquant « le point de vue théorique des sociologues ». « Nous voulions être totalement transparents sur le travail qui a été fait », argumente un conseiller du premier ministre qui semble étonné que le débat sur l'intégration n'ait pas eu lieu plus tôt, mi-novembre, lorsque les rapports ont été mis en ligne.

Cette « transparence » a beaucoup agacé dans les rangs socialistes, où l'on critique à nouveau le fonctionnement de Matignon. « La façon dont se sont passées les choses est délirante et cela montre encore ce que l'on sait sur Matignon : cette maison n'est pas tenue », enrage un député PS. « La communication gouvernementale a encore échappé aux règles élé-

mentaires de bon sens », grince un autre. À quelques mois des élections, la publication de ces rapports aurait pu être une manœuvre savamment orchestrée par le gouvernement. Il n'en est rien. Il n'y a aucune stratégie politique. C'est un raté. « Les équipes du premier ministre auraient dû encadrer la diffusion des rapports sur Internet. Il aurait fallu faire une communication et un petit texte précisant que ces préconisations n'engageaient que leurs auteurs », regrette, dépité, le conseiller d'un ministre. La première étape n'est pas un succès. La seconde aura lieu courant janvier, lorsque Jean-Marc Ayrault présentera, à l'issue d'un séminaire gouvernemental, les « grands axes de la nouvelle politique d'intégration ». ■

Les conclusions des groupes de travail sur la politique d'intégration remises au premier ministre apparaissent comme une très grave provocation

MARINE LE PEN
PRÉSIDENTE DU FRONT NATIONAL

Je récuse cette vision molle de la République qui tourne le dos à la citoyenneté et à la fierté d'être français. Notre pays a besoin d'être rassemblé et pas balkanisé

FRANÇOIS FILLON
DÉPUTÉ DE PARIS

On n'a pas le droit, au nom de calculs électoralistes, idéologiques et tacticiens de remettre en cause la source même de la République à des fins politiciennes

JEAN-FRANÇOIS COPÉ
PRÉSIDENT DE L'UMP

Indigné, le FN s'interroge sur les motivations du gouvernement

EMMANUEL GALIERO
egallero@lefigaro.fr

MARINE LE PEN, présidente du Front national, n'y va pas par quatre chemins. « Ce rapport est une déclaration de guerre contre la République française, contre l'histoire de France et contre la culture française. » Dénonçant les méthodes « totalitaires » d'un gouvernement qui, selon elle, « multiplie » les erreurs, l'eurodéputée s'avoue « surprise » et estime que « même Staline n'aurait pas osé ».

En revanche, elle pense que l'initiative du gouvernement a « le mérite » de mettre « le projet de société du Parti socialiste » au centre du débat. « Leur projet culturel, c'est ça », répète-t-elle, avant de regretter une « soumission forcée et totalitaire à l'immigration et la dilution de la culture française ». Marine Le Pen épingle la présence « d'arrière-pensées électoralistes » dans la mesure où, selon elle, le PS miserait désormais sur « la classe des soi-disant exclus, Français issus de l'immigration » après avoir « perdu les classes populaires et ouvrières ».

« C'est une énorme provocation en forte opposition avec ce que veulent les Français », juge pour sa part Florian Philippot, vice-président du FN. « Si l'on veut savoir ce qu'il faut faire en France sur les questions d'immigration et d'assimilation, il faut faire à peu près l'inverse de ce que dit ce rapport sur



Marine Le Pen regrette « la dilution de la culture française. » ERIC FEFERBERG/AFP

tous les points », prévient-il. Regrettant « une course entre l'UMP et le PS déjà existante » sur le sujet, il note qu'aujourd'hui « les coureurs sont dopés ». Il avoue aussi être « surpris » par « le côté caricatural et provocateur » de ce texte d'experts mais, selon lui, « la philosophie » cachée derrière ces analyses s'inscrit dans « une évolution que l'on connaît en France depuis trente ans ». Il fustige la construction d'une société « de plus en plus communautarisée » où « la République cède systématiquement ». Selon lui, un tel rapport « organise la division et le conflit de tous contre tous ».

Pour Louis Aliot, vice-président du

FN, une telle initiative aura non seulement un « impact fort », et notamment « dans le monde rural », mais elle finira « d'anéantir la popularité du PS ». À la veille des élections municipales, le frontiste estime que ce rapport est « explosif » et « fera grand bruit ». Il s'en étonne d'ailleurs : « C'est à se demander quelles sont les motivations d'Ayrault ? »

« Insécurité culturelle »

Même Karim Ouchikh, administrateur du Rassemblement Bleu Marine et conseiller Culture-Francophonie de Marine Le Pen, n'en revient pas. « Ce rapport fait froid dans le dos », confie-t-il avec stupeur. « Ce projet propose une importante transformation sociale, car il tourne le dos de manière très radicale au modèle d'assimilation français. » Le frontiste, né en France, d'origine algérienne, pointe également le caractère inacceptable d'une méthode qui « ne respecte pas les notions de culture et d'héritage civilisationnel français ». Quant au fond, Karim Ouchikh remarque l'ignorance, dans ce rapport, « de l'importante composante chrétienne » présente dans le modèle français de civilisation. « J'ai le sentiment, déplore-t-il, que l'on veut gommer un héritage culturel que chacun doit recevoir et transmettre, avec l'ambition de le faire disparaître de l'inconscient collectif. Et cela ne fait que renforcer l'insécurité culturelle dont certains sociologues ont parlé. » ■

Kalfon (PS) : « Il faut rester extrêmement prudent »

PROPOS RECUEILLIS PAR
SOPHIE HUET [sohuet1](#)

FRANÇOIS KALFON est secrétaire national du PS, cofondateur de la Gauche populaire.

LE FIGARO. – Que pensez-vous de ces orientations ?

François KALFON. – Je pense que le diagnostic est frappé au coin du bon sens. Il y a des éléments positifs, sur les inégalités à l'école ou les discriminations envers les populations issues de l'immigration. Mais il faut rester prudent sur les préconisations visant à redéfinir la laïcité, qui est notre creuset commun et qui fait l'objet d'un large consensus dans la société française. Nous sommes parvenus en la matière à une forme d'équilibre convenable.

Faites-vous référence à l'interdiction du port du voile, jugée discriminatoire dans le rapport ?

Le travail remarquable de la commission Marceau Long a permis d'apaiser les esprits, en préconisant l'interdiction des signes religieux distinctifs dans l'espace public. Ce sujet est toujours aussi sensible. Certains voudraient l'extension du domaine de la laïcité à d'autres champs, comme l'entreprise. Cela me paraît aller trop loin. ■

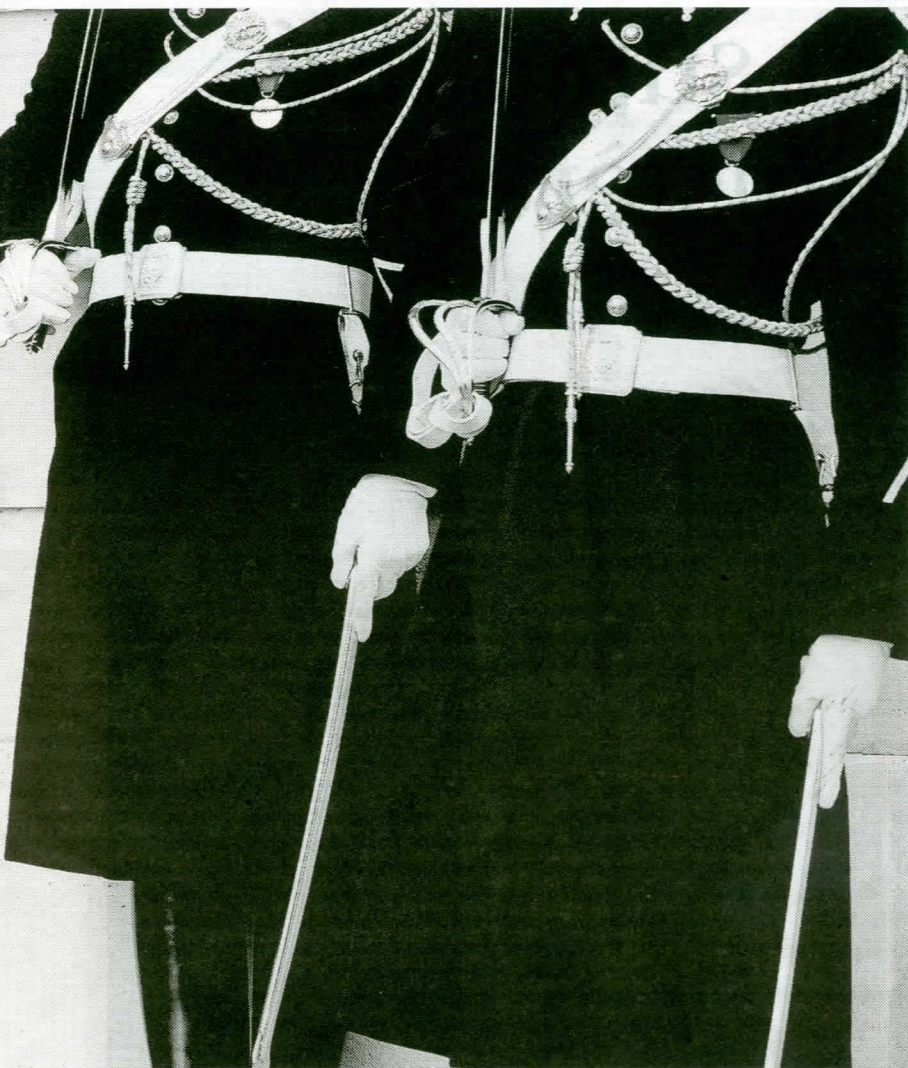
à d'autres champs, comme l'entreprise. Cela me paraît aller trop loin. D'autres voudraient à l'inverse revenir sur cette sanctuarisation de l'espace public. Cela me semble dangereux, au sens où la position sur laquelle nous vivons est équilibrée. Il y a d'autres façons de reconnaître la diversité de la société française, comme de valoriser davantage à l'école la diversité des trajectoires qui constituent désormais notre Histoire nationale.

Ces préconisations font-elles le jeu du FN ? Ce qui ferait le jeu du FN, ce serait de prendre des décisions précipitées dans un domaine sensible, de politiser à l'excès ce genre de débat. Gardons-nous des décisions prises dans l'urgence du moment. Nous n'avons pas besoin d'emballer mais d'apaiser dans ces matières. Il me paraît essentiel de conserver notre socle commun de la laïcité. Il faut que les mesures qui seront prises fassent l'objet d'un consensus, qui va bien au-delà du jeu naturel entre la majorité et l'opposition. ■

« Certains voudraient l'extension du domaine de la laïcité à d'autres champs, comme l'entreprise. Cela me paraît aller trop loin. »

J.-C. MARMARA/LE FIGARO





L'UMP dénonce une manœuvre destinée à gonfler le vote FN

JEAN-BAPTISTE GARAT
ET JUDITH WAINTRAUB
@figarat @jwaintraub

POUR L'UMP, le rapport sur l'intégration commandé par Matignon pose le problème de l'avenir du projet républicain. Pour Jean-Marc Ayrault, le problème, c'est Jean-François Copé ! Traité d'« irresponsable » et de « menteur » par le premier ministre vendredi après avoir dénoncé le texte, le président de l'UMP a réagi en déclarant au Figaro : « Jean-Marc Ayrault avait le choix entre rassurer ou assumer, il a préféré l'insulte. Cette attitude en dit long sur l'état de panique à bord qui règne dans l'exécutif. Le premier ministre a oublié qu'en m'injuriant il injurie les millions de Français scandalisés et indignés par le fait que le gouvernement ait pu commander et cautionner un rapport qui propose un plan complet de démantèlement de l'identité française. » Pour Copé, « le recul du chef du gouvernement sur le rétablissement du port du voile à l'école doit être le début d'une longue série de réponses aux questions soulevées par le rapport : qu'en est-il de l'enseignement de l'histoire, de la laïcité, de la langue française, de la politique de naturalisation massive des étrangers en situation irrégulière » ?

Avant que Jean-François Copé réagisse, François Fillon avait affirmé dans un communiqué : « Ce n'est pas une refondation mais une déconstruction de la France unie et citoyenne que ces rapports préfigurent ! Déconstruction de l'héritage français au profit d'une société déracinée et multiculturelle, déconstruction de notre volonté historique d'intégrer les étrangers en leur faisant partager notre Histoire, nos valeurs et notre culture, déconstruction de la laïcité. » Pour Gérard Longuet, proche de l'ex-premier ministre, « on veut organiser l'apartheid en incitant chaque communauté à affirmer sa différence ». « Les promoteurs d'une telle théorie organisent le racisme car l'affichage obligatoire de sa différence effacera l'idée de fraternité au profit d'exal-

tation des communautarismes, a estimé le sénateur de la Meuse. On veut assassiner Michelet, pour qui la nation était un vouloir-vivre ensemble. »

Copéistes ou fillonistes, tous les responsables de l'UMP ont condamné le rapport dans les mêmes termes. Et tous sont d'accord sur le but de la manœuvre de l'exécutif : gonfler le vote FN. Selon Jean-François Copé, « derrière ce rapport, il y a une fois de plus la triste stratégie électorale que la gauche a adoptée depuis François

quand je recevais des rapports de ce niveau, je m'empressais de les mettre à la corbeille. Jean-Marc Ayrault, lui, n'a pas tari d'éloges sur la qualité du rapport, c'est invraisemblable. » Pour l'ex-premier ministre, « il est difficile de ne pas envisager qu'il n'y ait pas d'arrière-pensées politiques derrière tout cela. Cela sent la provocation. »

Gérard Longuet, lui, voit « évidemment la manœuvre » : « Faire monter le FN pour systématiser des 2002 à l'envers à toutes les élections, à commencer par les municipales. » « C'est une bouée de sauvetage pour une majorité en débâcle, c'est dégradant ! », s'indigne-t-il.

Convaincu que « la seule chance de François Hollande de sauver sa place au second tour de la présidentielle, c'est d'avoir Marine Le Pen en face de lui », le copéiste Thierry Solère imagine déjà la suite du scénario : « Le FN va faire de la défense des valeurs chrétiennes de la France son cheval de bataille et tenter de créer un climat de guerre civile en opposant les Français les uns aux autres. » « La seule réponse possible de l'UMP, conclut le député des Hauts-de-Seine, c'est d'inventer un nouveau modèle d'intégration qui ne fonctionne plus. On a une trentaine de mois. » ■

« On veut organiser l'apartheid en incitant chaque communauté à affirmer sa différence »

GÉRARD LONGUET

Mitterrand : agiter des chiffons rouges pour faire monter le FN et affaiblir l'UMP, la droite républicaine et le centre à l'approche d'élections qui s'annoncent difficiles pour la gauche ».

François Fillon n'a pas porté d'accusation publique, mais il a confié ses soupçons au Figaro : « Y a-t-il des visées électorales ? Je ne sais pas, mais cela y ressemble fortement. À Matignon,

Un texte controversé mis en ligne sur le site de Matignon

Le rapport rendu le 13 novembre à Jean-Marc Ayrault et mis en ligne sur le site Internet de Matignon prône l'abandon du mot même d'intégration, vécu comme une « injonction », et une politique fortement ancrée sur l'égalité et la fin des discriminations. Le texte comprend cinq contributions rédigées par des représentants d'associations, de fonctionnaires, de syndicalistes et de chercheurs (lire page 4). Parmi les propositions controversées,

la contestation de la suprématie de la langue française, avec l'étude de l'arabe et des langues africaines, l'autorisation du voile à l'école et la création d'un « délit de harcèlement racial » ainsi que d'une « cour des comptes de l'égalité ». Le premier ministre, qui avait salué « la grande qualité des travaux », doit rassembler début janvier une partie de son gouvernement autour du thème de l'intégration.



Jean-François Copé à la tribune, lors d'une convention au siège de l'UMP, en octobre à Paris. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Il faut faire le tri entre une démarche salubre et des propositions parfois jusqu'au-boutistes. (...) Il n'est pas envisageable que l'on revienne sur la loi sur le port du voile à l'école

THIERRY MANDON

PORTE-PAROLE DU GROUPE PS À L'ASSEMBLÉE

Benbassa (EELV) : « Assouplir la loi sur le voile »

ESTHER BENBASSA est sénatrice Europe Écologie-Les Verts (EELV) du Val-de-Marne et vice-présidente de la commission des lois du Sénat.

LE FIGARO. - Que pensez-vous des orientations et des préconisations de ce rapport ?

Esther BENBASSA. - Elles sont intéressantes. Il faut favoriser le « nous inclusif et solidaire ». Il est nécessaire qu'il y ait un engagement au plus haut niveau de l'État pour lutter contre les discriminations. Je suis favorable à ce que l'on change le mot « intégration », car la plupart des jeunes issus de l'immigration sont nés en France. Ils ont avant tout besoin d'être inclus dans la société française, et surtout de ne pas être montrés du doigt. Lorsqu'on parle d'intégration, c'est comme si on laissait entendre à ces jeunes qu'ils sont différents des autres. On renforce leur altérité. Il faut un changement de politique pour que la France réussisse à construire une nation unie et solidaire. Il est urgent de faire prendre conscience aux élites que la France est un pays aux populations hétérogènes. Cela a été le cas tout au long de son Histoire. Sa richesse vient de cette hétérogénéité, de Chagall à Yves Montand !

Jugez-vous la France trop repliée sur elle-même ?

Aujourd'hui, il y a une crispation qui est plus dirigée contre l'islam que contre les descendants d'immigrés. Mais à force de renforcer l'altérité, c'est en haut lieu que l'on a créé le communautarisme. On recherche le confort moral avec les siens.

Faut-il autoriser le port du voile à l'école ?

On peut régler ce problème en dehors de la loi. Certaines élèves voilées ont dû quitter l'école, c'est un échec. Il faut réaménager la loi, lui donner plus de souplesse, accepter que des mères voilées puissent accompagner des sorties scolaires, permettre la négociation entre la direction et les élèves au-delà de la loi pour que ces cas n'aboutissent pas à une impasse. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR S. H.



« Lorsqu'on parle d'intégration, c'est comme si on laissait entendre à ces jeunes qu'ils sont différents des autres. »

ERIC BAUDET /
DIVERGENCE